

Pour ce qui est de l'énergie, vous savez très bien que l'Ontario en a une réserve abondante pour plusieurs années—en réalité elle en a un excédent énorme—qu'elle doit payer sans en retirer aucun avantage. Cette situation peu satisfaisante n'existerait pas maintenant si vous nous aviez accordé, lorsque l'occasion s'est présentée, le droit d'exporter cet excédent à un bénéfice qui nous eût permis à notre tour d'accorder une autre réduction de taux aux consommateurs d'énergie de l'Ontario. Il incombe à ce Gouvernement, et non au vôtre, de fournir l'énergie nécessaire à nos besoins actuels et futurs et à cet égard nous connaissons très bien notre obligation.

J'ai émis l'opinion à diverses reprises que la canalisation du St-Laurent ne pouvait être justifiée sur le terrain économique. Nous ne nous intéressons qu'à la production de l'énergie, mais néanmoins comme notre province est la clef de voûte du Dominion, nous nous intéressons aussi à la situation ferroviaire qui ne s'est pas améliorée depuis que vous dirigez le gouvernement fédéral. Jusqu'à ce que vous ayez résolu ce qu'on estime être l'un des problèmes majeurs du Canada—celui des déficits des chemins de fer nationaux—je ne puis concevoir comment vous pourriez sérieusement envisager la dépense de fonds publics en vue d'établir une nouvelle voie de transport publique faisant concurrence aux autres. Il en résulterait certainement l'accroissement plus prononcé des déficits du National-Canadien; la sécurité de l'emploi des cheminots canadiens en serait davantage menacée même au point d'augmenter le nombre déjà trop grand de nos chômeurs, et le crédit même du Dominion, des provinces et des municipalités serait encore compromis.

Personne n'a pu encore estimer avec quelque exactitude le coût total de ce projet, mais je sais effectivement, d'après un mémoire que m'a présenté le Dr Thomas Hogg, président de la Commission hydroélectrique de l'Ontario, qu'en vertu de l'ancienne entente l'Ontario s'était engagée à payer comme sa quote-part une somme variant de \$62,000,000 à \$73,000,000 (sans compter l'intérêt).

Sans tenir compte de toute propagande ou pression que vous pourriez imaginer, vous pouvez être assuré que ce Gouvernement résistera à toute tentative de l'obliger à dépenser des fonds publics d'une façon aussi injustifiée, ou d'imposer au peuple de l'Ontario un nouveau fardeau de dettes et d'impôts.

Votre tout dévoué,

M. F. HEPBURN,

Le très honorable W. L. MACKENZIE KING, C.P.,
Premier ministre du Canada,
Hôtel du Parlement,
Ottawa, Canada.